



**DÉCLARATION D'UN COLLECTIF DE FEMMES À L'ATTENTION DU
PRÉSIDENT DE LA TRANSITION, DU PREMIER MINISTRE DE LA
RÉPUBLIQUE DE GUINÉE ET DES HAUTES AUTORITÉS DE
L'ADMINISTRATION GUINEENNE**

PORTANT

**SUR L'ANNONCE DE LA FORMATION D'UN PROCHAIN
GOUVERNEMENT COMPOSÉ « AU MINIMUM » DE 30% DE FEMMES**

Conakry, le 11 Mars 2024

Considérant l'annonce du Premier Ministre, Monsieur Amadou Oury Bah lors de son allocution à Kindia, le 8 Mars, Journée Internationale des Droits des Femmes, portant sur l'annonce d'un Gouvernement composé de 30% de femmes « au minimum » ;

Le Groupe de Réflexion et d'Influence des Femmes (GRIF), par la présente déclaration, interpelle toutes nos Hautes Autorités sur leur volonté affichée et leur engagement à faire de la Transition en cours depuis le 5 Septembre 2021, un véritable socle pour une société juste, égalitaire et inclusive.

Tout en saluant l'intention déclarée par nos Hautes Autorités de respecter et d'appliquer une représentation féminine au sein des instances gouvernementales, à hauteur de 30% au minimum, comme inscrite dans la Charte de la Transition, nous insistons sur le fait que la représentativité devrait être le reflet de la diversité et de l'inclusion au sein de la société ; constituée majoritairement à près de 52% de femmes.

Il est évident pour nous, qu'une représentation de 30% au minimum de femmes dans le futur Gouvernement est une proposition qui est en deçà de ce principe de base lié à une réelle parité homme-femme, qui devrait être de 50%.

Selon l'ONU, « La participation équitable et le leadership des femmes dans la vie politique et publique sont essentiels pour atteindre les Objectifs de développement durable (ODD) d'ici 2030 ». Nous rappelons également la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDEF) auquel a souscrit la Guinée, qui défend « le droit des femmes à prendre part à la vie publique, à travers le Programme d'action de Beijing qui appelle à l'abolition des obstacles à la participation équitable ».

Dès lors, la matérialisation de la parité homme-femme revêt une importance cruciale dans la promotion de l'égalité des sexes et d'une société inclusive et juste.

C'est dans cet esprit que nous formulons cette revendication pour une représentation féminine paritaire qui respecte ces principes de base, à travers les futures nominations qui se feront aux postes de décision au sein des différentes instances du Gouvernement et de l'Administration du pays.

Une présence plus importante des femmes dans les sphères décisionnelles du Gouvernement prend tout son sens à ce stade critique de l'histoire de notre Nation.

Les femmes, aussi bien sur le territoire national qu'à l'international, ont démontré, depuis les indépendances jusqu'à nos jours, qu'elles ont les valeurs, les compétences, les connaissances, et les expertises requises pour contribuer de manière significative à la construction et au devenir de la Nation Guinéenne.

Une représentation équitable au sein du Gouvernement ne serait pas simplement un acte d'équité, mais surtout une forte démonstration de l'engagement continu de la Guinée envers la réalisation des ODD, et en particulier le pilier 5 concernant l'égalité des sexes.

En ce mois de Mars dédié à la femme, nous plaidons vivement auprès de nos Hautes Autorités pour qu'elles consentent à faire ce geste historique qui garantirait une représentation paritaire à 50% de femmes au sein du futur Gouvernement.

Nous sommes convaincues que c'est avec une Guinée qui fait appel à tous ses fils et filles, sans distinction aucune, que notre émergence vers une société plus juste, plus équitable et plus inclusive deviendra une réalité.

Signataires : Membres du GRIF, Groupe de Réflexion et d'Influence des Femmes, CONAKRY, le 11 mars 2024



Contact : grifwomen@gmail.com

Créée en 2019, le GRIF est une organisation apolitique de droit guinéen avec pour mission principale d'être un think tank, un laboratoire d'idées et catalyseur d'actions pour porter le plaidoyer en faveur de l'avancement des droits des femmes, leur inclusion et participation à la vie publique en République Guinée. Le GRIF porte parallèlement le plaidoyer en faveur de l'agenda féminin à l'échelle sous régionale en Afrique francophone.